

Jewish Voice for Peace : l'antisionisme n'est pas de l'antisémitisme

Le 24 septembre (2017), Robert J. Jones, le recteur de l'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, a envoyé une lettre à l'organisation des étudiant-e-s exprimant son opposition à l'intolérance, au racisme et à la haine à l'UIUC.

La lettre donnait la liste « d'attaques antisémites camouflées en rhétorique antisioniste » comme exemple de tels préjugés et manquait de clarifier ce qui constitue exactement une forme antisémite de « rhétorique antisioniste ». En réponse, [JVP a publié la déclaration suivante.](#)

En tant qu'organisation nationale inspirée par la tradition juive pour lutter en vue d'une paix juste en Israël/Palestine et pour la fin de toutes formes de racisme, nous sommes extrêmement préoccupé-e-s par le courrier abondant envoyé par vos services le 24 septembre, qui a manqué de faire la distinction entre l'antisémitisme et la critique du gouvernement israélien. Cela a implicitement mis le militantisme étudiant en faveur des droits des Palestiniens dans un cadre antisémite et a manqué d'exprimer un engagement à protéger les étudiant-e-s musulman-e-s, arabes et palestinien-ne-s, et bien d'autres groupes marginalisés du campus.

Nous, à *Jewish Voice for Peace*, sommes concerné-e-s par la montée de l'activité néo-nazie d'extrême droite sur les campus universitaires et dans tout le pays, dans la foulée de l'élection de Donald Trump. Cette activité menace les étudiant-e-s Juifs/Juives et tous les autres groupes minoritaires sur les campus. Pour autant, nous rejetons la notion, impliquée dans votre déclaration, que tout ou la plupart du militantisme antisioniste est une forme d'antisémitisme. La critique du sionisme, un ensemble politique d'idées et d'idéologie nationale, a une histoire complexe développée depuis plus d'un siècle, qui ne doit pas être confondue avec l'antisémitisme. Des États tels qu'Israël et les États Unis sont ouvertement critiqués dans la vie publique et leurs convictions politiques comme leur politique sont sujettes à un débat critique, en conformité avec nos droits fondamentaux du Premier Amendement. Débattre de la structure d'un État et questionner les conditions de sa légitimité ne menace en aucun cas sa population. Qualifier l'antisionisme de préjugés comme le fait effectivement votre déclaration, menace de fermer la porte à une recherche réfléchie et au débat public sur un thème de grande importance publique.

Le plaidoyer pour les droits humains des Palestiniens, la critique de l'idéologie sioniste et le soutien au mouvement de *Boycott, Désinvestissement et Sanctions* (BDS) ne menace pas les étudiant-e-s Juifs/Juives et ce plaidoyer ne crée pas un « climat d'insécurité sur le campus » pour les Juifs/Juives à l'Université de l'Illinois à Urbana/Champaign ni sur d'autres campus. Contester les politiques discriminatoires du gouvernement israélien n'a rien à voir avec l'identité, mais avec la politique elle-même. En fait, l'idée que tous les Juifs/Juives soutiennent nécessairement Israël, s'identifient au sionisme et sont contre BDS est en soi une forme d'antisémitisme, puisqu'elle a le tort d'assumer que tous les Juifs/Juives vont automatiquement se comporter d'une certaine façon, par le seul fait d'être Juifs/Juives. Les Juifs/Juives, comme tous les autres gens, ont des opinions politiques diverses sur les problèmes de notre temps, dont le conflit Israël-Palestine.

Dans le pays, un réseau bien financé d'organisations pro-israéliennes agit pour faire taire le discours critique d'Israël sur les campus, en harcelant les militant-e-s étudiant-e-s, intimidant les représentant-e-s des organisations étudiantes, en pressurant les administrateurs universitaires, et autres. Ainsi que c'est détaillé dans les rapports de *Jewish Voice for Peace* et de *Palestine Legal*, de fausses accusations d'antisémitisme sont les armes clef de ceux qui tentent d'étouffer la contestation sur les campus. Le discours politique critique de la politique d'un État-nation, dont la critique du sionisme et les appels au boycott, au désinvestissement ou à l'application de sanctions à l'État d'Israël, est totalement sous la protection du Premier Amendement. La protection de ce discours est un principe vital d'une démocratie saine, pluraliste et d'un climat dynamique sur les campus.

Nous soutenons les revendications des *Étudiant-e-s pour la Justice en Palestine* : que vous vous réunissiez avec eux pour discuter du courrier envoyé massivement et des erreurs qu'il comporte et que vous en envoyiez un autre qui fasse une distinction rigoureuse entre antisionisme et antisémitisme, qui inclue sur sa liste de groupes marginalisés les étudiant-e-s musulman-e-s et les étudiant-e-s confronté-e-s à une oppression fondée sur le genre, la sexualité, et la classe et qu'il mette en lumière la position de votre université de soutien aux étudiant-e-s et aux groupes communautaires qui défendent la justice sociale, économique et politique. Au-delà, nous demandons que vous vous engagiez à rencontrer des groupes représentant les intérêts des étudiant-e-s marginalisé-e-s sur le campus, dont les étudiant-e-s noir-e-s, les étudiant-e-s latino-américain-e-s, les étudiant-e-s palestinien-ne-s, les étudiant-e-s musulman-e-s, les étudiant-e-s amérindien-ne-s, les étudiant-e-s queer et les étudiant-e-s de la classe ouvrière, avant toute future publication rendant hommage aux efforts de l'Université pour l'inclusion.

26 Septembre 2017

Traduction SF pour l'UJFP